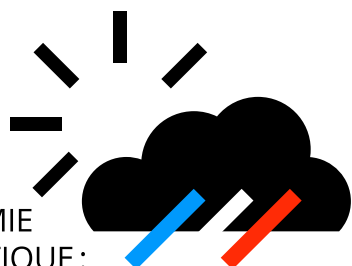


ÉCONOMIE
ET POLITIQUE:
**L'IMPORTANCE DES
CHOIX ÉLECTORAUX**



Un monde menacé par le réchauffement climatique

La montée
en puissance
de la Chine

Pour une
démographie
efficace

Coup de
projecteur sur
la compétition
France / Allemagne

La zone euro
face aux autres pays
développés

Envolée des
inégalités : gros dégâts
sur les contrats sociaux

Appauvrissement
des états,
enrichissement des
actionnaires

L'indispensable
rentabilité des entreprises
exportatrices

L'urgente
réforme des
retraites

L'urgente
réforme des services
publics

Fondamentaux
de la guerre économique
et monétaire

Les incendies qui ont ravagé cet été les cinq continents devraient finir par ébranler les climato-sceptiques et renforcer la nécessité de réduire nos émissions de CO₂. Des multiples études sur ce sujet brûlant émergent deux certitudes :

- cela va réclamer des investissements massifs, par exemple pour créer des moyens de transport propres. Qui nécessiteront des financements publics,
- des pans entiers de l'industrie vont devoir se reconvertir ou disparaître. Ces modifications de nos comportements vont être bénéfiques pour certains mais très pénalisantes pour beaucoup, que les états vont devoir soutenir.

Une taxation dissuasive de la « tonne carbone » renchérisse massivement les biens de consommation courante et pèsera lourdement sur les revenus directs des plus pauvres.

Les travaux pratiques que fait actuellement la France (chèque énergie, chèque anti-inflation...) montrent la voie : c'est carrément un « impôt négatif » qu'il faudra mettre en place. Ces mutations de nos comportements ne seront durablement possibles qu'à deux conditions :

- une réduction massive des inégalités de toute nature,
- un retour à l'équilibre des finances publiques qui ne peut se limiter à créer de nouveaux impôts. Il faudra réduire les dépenses publiques existantes pour faire la place aux nouvelles priorités.

Un scénario 2020-2025 incluant les réformes proposées et la lutte contre le réchauffement climatique sera publié dès qu'une information suffisante sur la sortie de crise sera disponible.

